

## **AG des correspondants île de France au bureau national le 22 janvier 2016**

Une assemblée générale des correspondants de Solidaires Finances Publiques de la région île de France s'est tenue au bureau national le vendredi 22 janvier. Environ 80 camarades y assistaient.

Le contexte de la DGFIP et la grève du 26 janvier étaient les deux grands thèmes abordés ce jour. Les représentants du bureau national sont revenus longuement sur la légitimité et la nécessité d'appeler les agents à se mettre en grève le 26 janvier dans le cadre de la journée de grève DGFIP à l'occasion de la journée « fonction publique ».

Les remontées des correspondants ont porté sur :

- les restructurations qui s'enchaînent avec le sentiment largement partagé par les agents d'être traités comme des pions, en témoignent les exemples d'agents ayant tardivement appris (parfois par un message électronique lapidaire...!) que leur poste était supprimé,
- la rémunération : la dégradation du pouvoir d'achat et la nécessité de revaloriser la valeur du point d'indice et le régime indemnitaire ont été affirmés à plusieurs reprises,
- les inquiétudes découlant des évolutions « fonction publique » : au-delà du dossier « PPCR », les inquiétudes exprimées ont porté sur le régime RIFSEEP, le système d'évaluation voulu par la fonction publique, la volonté de la Direction générale de l'administration et de la fonction publique d'être le service « RH » de la fonction publique (ce qui mettrait clairement en danger les statuts particuliers de la DGFIP et les droits et garanties des agents des finances publiques par exemple),
- les conditions de vie au travail des agents, dont la dégradation n'est plus à prouver (malheureusement), et la nécessité d'utiliser tous les outils (fiches de signalement par exemple) pour démontrer la réalité vécue par les agents,
- le sentiment de colère face aux idées fausses qui pullulent sur les fonctionnaires...

Chacun s'est accordé à dire que, si la difficultés de mobiliser est une réalité, les thèmes et les revendications de notre syndicat n'en demeurent pas moins légitimes et que l'action du 26 était par ailleurs placée à un moment opportun, deux jours avant un CTR important et alors que la fonction publique va engager des discussions sur les carrières des agents et la valeur du point d'indice.

En conclusion, les participants se sont donnés rendez-vous à l'occasion de la journée de grève du 26 janvier au rassemblement de mardi matin à Bercy à partir de 10H30.